

Louis-José Barbançon

Le pays du Non-Di

Regards sur la Nouvelle-Calédonie



Louis-José Barbançon

Le pays du Non-Dit

Regards sur la Nouvelle-Calédonie

Rédition



La maison de mon enfance

« J'ai passé ma petite enfance dans cette maison du Faubourg Blanchot. Elle était tout pour moi : un château fort, un bateau pirate, un fortin de tuniques bleues. Je revois encore la chambre tapissée de papier jaune, le petit salon, la salle à manger, le garde-manger grillagé, la glacière, le fourneau à pétrole *Perfection* et les vases de nuit. Il y avait une véranda avec une balustrade en bois, une cave pleine de mystères et d'humidité, un jardin avec des pêcheurs et des pieds de citrons, une cour où trônait un vieux fourneau à bois *Dover* de couleur verte, puis un caniveau et un poulailler.

Mais surtout, il y avait Mémé ; petite, comme toutes nos grands-mères, toujours vêtue de sombre. J'entends encore sa voix qu'elle rendait aiguë pour appeler la volaille : « piti, piti, pitiii... » et la basse-cour se bousculait vers les grains de maïs ou les restes de repas. Je n'arrive pas à imaginer ma grand-mère sans un poulailler. D'ailleurs, pour moi, Nouméa est devenue une grande ville quand je n'ai plus entendu les coqs chanter ; mais cela, ma grand-mère ne l'a jamais connu.

Nous avons quitté le Faubourg Blanchot en 1957 et, depuis, je ne suis plus jamais entré dans cette maison. J'y retourne à l'occasion. Je m'arrête, je l'observe, nous nous regardons et, à chaque fois, c'est toujours la même pensée qui s'impose : la certitude, qu'ici, dans ce pays et nulle part ailleurs, je suis chez moi. »

L. -J.B.



*À Gaston, qui m'a appris
le droit à l'impertinence.*

Table des matières

Avertissement :

Vous êtes en train de consulter un extrait de ce livre.

Voici les caractéristiques de la version complète :

*Comprend 28 illustrations - 20 notes de bas de page - Environ 277 pages au format Ebook.
Sommaire interactif avec hyperliens.*

À propos de l’auteur.....	7
Avertissement au lecteur.....	9
Du Non-Dit <i>Préface de l’édition originale</i>.....	12
Première partie — Kanaks et Caldoches.....	19
Du vocabulaire.....	20
Du mimétisme.....	23
Du boom.....	30
D’une prise de conscience.....	35
Deuxième partie — La marche à Ouvéa.....	43
De l’abdication.....	44
De la revendication.....	49
De la désespérance.....	53
Troisième partie — Le rire partagé. 62	
Du rire et de la culture.....	63
Cayope.....	70
La roussette de chez Tonton Jean.....	73
De la Caldochie.....	78
Épilogue.....	86
Des lendemains qui parlent.....	87



© juillet 2019 – Éditions Humanis – Louis-José Barbençon.

Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation de l’éditeur et de l’auteur.

ISBN des versions numériques : 979-10-219-0396-8

ISBN distribution Hachette : 979-10-219-0397-5

ISBN autres distributions : 979-10-219-0395-1

À PROPOS DE L'AUTEUR

Né en 1950 à Nouméa, Louis-José Barbançon descend de familles issues des deux colonisations, libre et pénale, dont la plus ancienne est arrivée en Nouvelle-Calédonie en 1865.

Au début des années soixante-dix, il entame une carrière d'enseignant en tant que professeur d'histoire et s'implique peu à peu dans la vie politique calédonienne.

En 1979, il devient Secrétaire Général de la Fédération pour une Nouvelle Société Calédonienne (F.N.S.C.) et attaché de cabinet au Conseil du gouvernement. À ce titre, il participe à l'élaboration d'un ensemble de réformes, notamment dans les domaines foncier, éducatif et fiscal, et contribue à l'alliance qui porte le leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou à la vice-présidence du Conseil gouvernemental de la Nouvelle-Calédonie.

En 1992, à la suite des violents affrontements entraînés par la question de l'indépendance calédonienne, il rassemble les notes qu'il a compilées au cours de la décennie passée et publie *Le Pays du Non-Dit* qui devient aussitôt un succès de librairie et une référence majeure.

Depuis lors, il investit l'essentiel de son temps dans ses travaux de recherche sur l'histoire de la colonisation pénale. En 2000, il obtient un doctorat en histoire à l'université de Versailles et publie sa thèse sous la forme d'un livre, *L'Archipel des forçats*, préfacé par Michelle Perrot, qui devient rapidement l'ouvrage de référence sur le bagne calédonien.

Profondément attaché à la terre qui l'a vu naître et à son histoire souvent douloureuse, Louis-José Barbançon aime à se définir comme « un Océanien d'origine européenne ».

Louis-José Barbançon est père de trois enfants et grand-père de trois petits enfants, tous nés à Nouméa.

Parmi les très nombreux discours, articles, préfaces et ouvrages qu'il a rédigés à ce jour, nous ne citerons que ceux qui sont particulièrement affiliés à la présente réédition :

- *Pages de la vie de Bourail*, association *Passé de Bourail*, sa première publication en 1986 ;
- « Rue de l'Observatoire », chronique hebdomadaire, in *Le Quotidien*, de décembre 1995 à mai 1996, 22 chroniques comprenant 82 articles ;
- *La Terre du Lézard*, éditions *Île de Lumière*, Nouméa 1996 ;
- « Débat sur la francophonie dans le Pacifique Sud », in *Revue de l'Observatoire des politiques culturelles*, n° 24 Grenoble, été 2003 ;
- *L'Archipel des forçats – Histoire du bagne de Nouvelle-Calédonie (1863-1931)*, préface de Michelle Perrot, Presses Universitaires du Septentrion, 2003.
- Discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la place du Mwa Kaa, le 24 septembre 2005.
- *Mémoires oubliées, devoir de mémoire, devoir d'histoire*, annoté, publié dans la revue *Présence Africaine*, n° 173, 1^{er} semestre 2008, pp. 206 à 212. Texte dédié à Claude Liauzu.

- « Il y a 25 ans : le Gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984) », Cahiers des conférences de l'ADCK, 2008 ;
- *L'Archipel des forçats* : coauteur du film documentaire du réalisateur Jacques Olivier Trompas, Nouméa, 2009 ;
- « Une expérience de démocratie participative dans l'Accord de Nouméa : le Comité de pilotage des signes identitaires en Nouvelle-Calédonie (2007-2010) », Intervention au colloque *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, Nouméa mars 2011 ;
- « Ma Monique », 2011, texte dédié à son père Raymond, mécanicien en second sur la Monique, disparu à l'âge de 29 ans en juillet 1953 ;
- *Caledoun*, textes de l'exposition *Caledoun* avec Christophe Sand, Institut du Monde Arabe, Paris 2011 ;
- *Caledoun* publication, avec Christophe Sand, des textes et panneaux de l'exposition éponyme, Association des Arabes et amis des Arabes de Nouvelle-Calédonie, juin 2013 ;
- « Des accords de Matignon à l'Accord de Nouméa », 1988-1998, texte introductif du colloque *Les Accords, 25 ans Matignon, 15 ans Nouméa*, Paris, 8 octobre 2013 ;
- « Terre violente et/ou Terre de parole et de partage », intervention au colloque *Transformer la violence en Océanie* (12 novembre 2013) ;
- *Nos ailes ont des racines*, intervention à Wé, Lifou, le 7 septembre 2018.

À paraître : *Mémorial du bagne calédonien*, un ouvrage de plus de mille pages et mille illustrations dont la sortie est prévue en 2020, éditions *Au Vent des Îles*.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

En décembre 1992, paraissait, en France, à compte d'auteur, *Le Pays du Non-Dit*. Je n'avais pas souhaité, dans l'atmosphère qui régnait alors sur le pays, faire prendre des risques à un éditeur ou un imprimeur de Nouméa. Puisque risques il y avait, c'était à moi seul de les assumer.

D'aucuns vont se récrier ou penser que j'invente. Il n'y avait aucun risque. La Nouvelle-Calédonie étant une collectivité de la République française, l'état de droit y était garanti. Les libertés constitutionnelles n'avaient, en principe, comme limites que celles définies par l'exercice de la démocratie, etc.

Soit ! Facile à dire, vingt-cinq ans après. Mais alors, comment se fait-il qu'en son temps ce livre n'a pas eu droit à une seule seconde d'antenne, à la radio comme à la télévision, ni à une seule ligne dans *Les Nouvelles Calédoniennes*, les deux médias monopolistiques ?

Il a fallu que j'aille à Paris et que Wallès Kotra, qui officiait alors à Cognacq-Jay, m'organise une interview sur les bords de la Seine pour qu'une émission de la chaîne outremer parle de mon livre à l'antenne. Cette émission a ensuite été diffusée à Nouméa, mais en dehors du journal télévisé, et je n'ai jamais été invité à une émission calédonienne pour en parler.

La censure ne venait pas des politiques ou du seul Politique qui dirigeait le pays, elle venait de la couardise et de la courtoisie, de la peur des risques ou celle de déplaire qui prévalaient parmi les journalistes. D'ailleurs, toute ma vie, mes écrits et mes paroles ont beaucoup plus été censurés par la presse que par les politiques qui, eux, savaient qu'électoralement, je ne présentais aucun danger.

Dans ce domaine, rien n'a vraiment changé depuis.

Plus de vingt-cinq ans ont passé. Il y a bien longtemps que les risques n'existent plus et que *Le Pays du Non-Dit* est épuisé. Combien de fois, au cours de ces années, m'a-t-on demandé de le rééditer ? Je ne compte plus. Les arguments avancés étaient toujours les mêmes : « Ce livre est toujours d'actualité » ; « Il n'a pas vieilli » ; « Ce livre m'a fait comprendre ce pays ». J'écoutais. Ces propos flattaient mon ego qui n'en avait pas besoin. En même temps, montait en moi comme un avertissement : « Mais, si rien n'a changé, si tout est comme avant, si nous n'avons pas évolué, alors : c'est foutu ! »

Puis vint le résultat du référendum du 4 novembre 2018 et ce cri de la jeunesse kanak, reprenant le combat de leurs Vieux et réaffirmant leur droit à la *terra patria*, la terre de leurs pères, leur patrie. Une patrie qu'ils affirment vouloir partager avec les autres communautés du pays.

Nous en sommes là : ou nous sommes capables d'entendre la jeunesse kanak ou nous ne le sommes pas. En ce cas, la majeure partie de la Calédonie sera passée en un quart de siècle du pays du Non-Dit au pays des hommes sourds.

Comment se peut-il, alors que ma surdité s'aggrave d'année en année, que j'entende ce que la majorité de mes compatriotes n'entendent pas ou se refusent à entendre ?

Mes contradicteurs me diront : c'est parce que tu entends des choses qui n'existent pas. Pour ma part, je continue à penser qu'ils feraient mieux d'enlever les boules Quiès qui obturent leurs conduits auditifs, sous peine de commettre les mêmes erreurs, de répéter les mêmes slogans, de s'engager dans les mêmes voies sans issue.

Hélas, tout semble reparti. Devant l'expression démocratique et évidente de la jeunesse kanak, ils n'ont trouvé, pour le moment, qu'une seule réponse : mobiliser la jeunesse calédonienne. Nous sommes aux lendemains de 14-18. L'hécatombe n'a pas fauché assez de

jeunes. Il y a de nouveau, de part et d'autre, de nouvelles générations à jeter les unes contre les autres.

Pourquoi ne pas se poser, réfléchir et constater que la génération à laquelle j'appartiens n'a pas entièrement rempli la mission qui lui revenait. Il ne s'agit pas de s'autoflageller, après tout, cette génération a su maintenir la paix pendant plus de trente ans. Trois décennies au cours desquelles l'archipel a connu un développement sans précédent et qui nous ont permis de transmettre à nos enfants un pays dans un bien meilleur état qu'il ne l'était au lendemain de la guerre civile. Dieu nous est témoin que nous avons beaucoup fait. Pourtant ces efforts n'ont pas suffi. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, d'avoir donné, d'avoir partagé, d'avoir entrepris le rééquilibrage, mis en place la répartition des recettes, l'équilibre des pouvoirs, la solidarité. Oui, nous vivons mieux ensemble, mais ce vivre ensemble n'a pas encore généré un sentiment d'appartenance à une nouvelle nation, à une patrie. En ce sens, notre génération a échoué. Est-ce pour autant que nous devons jeter l'anathème sur nos enfants et nos petits enfants ? Puisque nous avons échoué, nous vous condamnons à échouer à votre tour...

À bientôt 70 ans, il n'y pas plus grand-chose qui me mette en colère. Mais cette attitude, oui !

Je clame haut et fort que nous n'avons aucun droit de dresser les jeunes kanak et calédonienne l'une contre l'autre, que nous soyons indépendantistes ou que nous le soyons pas.

Pour un certain nombre de nos décideurs, le temps est venu de tourner la page des fonctions décisionnelles. Il faut laisser la place à une génération jeune tout en sachant que le jeunisme ne réglera rien. Ce que j'entends par génération jeune, c'est : génération innovante. Hélas ! trop de jeunes, d'un côté comme de l'autre, se contentent de reproduire au lieu de produire.

Malgré tout, j'ai du mal à croire que toute une génération nourrie aux discours du destin commun, n'ait rien retenu, rien appris, rien retiré de positif. Encore faut-il lui laisser la possibilité d'agir et ne pas la brider.

Les obstacles sont insurmontables. C'est impossible. C'est infaisable. Mais quoi ! De quel pays parle-t-on ? De quel peuple ? D'un peuple qui aurait pu disparaître, que la spoliation des terres, le cantonnement, la colonisation auraient pu réduire à sa plus simple expression et qui pourtant est toujours là, et bien là. On parle de communautés, issues des damnés de la Terre, morts par milliers dans les chaînes du bagne ou surexploités sur les mines ou dans les plantations par des contrats léonins imposés aux engagés asiatiques, et qui pourtant sont, elles aussi, toujours là, et bien là. Tous ont rencontré des obstacles réputés insurmontables. Par un détournement de l'histoire, la France qui est la cause première de ces obstacles est aujourd'hui présentée comme le seul et unique recours à leur franchissement. Comme si les populations locales n'avaient aucun libre arbitre, aucun esprit d'initiative, aucun désir de relever la tête. La vérité est que la France a accompagné par sa présence, ses transferts financiers, son investissement humain les aspirations locales. La France a parfois suscité les réformes et les évolutions nécessaires, elle les a souvent encouragées, mais toujours dans la limite bien comprise de ses propres intérêts. Il en va ainsi des relations entre une métropole et son ancienne colonie. Rien de choquant donc : une réalité.

Aussi, réduire les populations du pays à un rôle d'assistés permanents, de colonisés perpétuels qui ne sauraient rien faire sans la France, cela convient peut-être à la propagande primaire anti-indépendantiste, mais ce n'est pas notre histoire.

Pour ma part, j'ai toujours pensé que notre histoire, à condition que nous sachions la mettre en commun, est la preuve que ce pays détient les clés de son propre avenir. L'enjeu est existentiel et la question est toujours la même : l'histoire de la Nouvelle-Calédonie constitue-t-elle un tout, ou est-elle seulement la partie d'un tout ? Autrement dit : existe-t-il un récit national calédonien ?

Il s'agit de savoir si Boueone, ceux d'Ouvanou, Ataï, Noël, les colons anonymes, les moins qu'anonymes puisque désignés par des matricules, forçats, relégués, Chan Dang, Wong Contrat, femmes et hommes, les tirailleurs et les mobilisés de la Grande Guerre, ceux du bataillon du Pacifique, Anova Ataba et Mariotti, institutrices et moniteurs, infirmiers et médecins, missionnaires et pasteurs, religieuses et natas, celles et ceux de la Monique, les façonneurs de billons et les stockmen, les ouvriers du nickel et les faiseurs de tarodières, les architectes des grandes cases et les bâtisseurs de Nouméa, Yves Tual, Eloi Machoro, les vingt-cinq d'Ouvéa, Jean-Marie Tjibaou, Yeiwené Yeiwené, Jacques Lafleur, Christian Karembeu et Laurent Gané, Bernard Berger et Paul Wamo, Dewe Gorodey et Claudine Jacques, Richard Digoué et Stan Kabar-Louet, Tyssia et Gulaan, toutes et tous, et bien d'autres ont contribué et contribuent encore à l'écriture d'un récit commun.

Il s'agit de savoir si Ataï doit rester un héros kanak, le héros des seuls Kanak ou devenir un Kanak héros du pays commun. Difficile pour nos générations, aisé pour les générations à venir si nous savons leur ouvrir le chemin. Car si tout ce qui précède n'est pas fondé, que reste-t-il ? Il reste une histoire et un récit national kanak qui a commencé il y a trois mille ans. Et il reste à côté, en parallèle, un épisode de l'histoire de France qui se déroule dans le Pacifique sud.

Une histoire en apartheid et donc, en quelque sorte, un pays du non-dit qui consacrerait la disparition des Calédoniens.

C'est dans ce contexte qu'avec Luc Deborde, un ancien élève du collège de la Rivière Salée devenu éditeur, que nous avons pris la décision de rééditer ce texte.

Même si certaines pages n'ont plus de raison d'être, l'ouvrage détient encore quelques clés de compréhension du pays. J'espère que les jeunes de ce pays le liront comme un témoignage d'un temps où tout était encore plus difficile qu'aujourd'hui.

Cette réédition leur est dédiée.

À elles et à eux de dire, voire d'écrire, la suite... ensemble.

DU NON-DIT

PRÉFACE DE L'ÉDITION ORIGINALE

Écrire en Nouvelle-Calédonie, à propos de la Nouvelle-Calédonie, lorsque l'on est soi-même Calédonien, c'est, plus que partout ailleurs, entreprendre un voyage parfois périlleux au pays du Non-Dit.

Pendant longtemps, je me suis abstenu de mettre par écrit tout ce que j'ai pu accumuler comme informations au cours de ces années de recherches sur le baigne ou au cours des rencontres et des dialogues que j'ai eu l'occasion d'établir ou de retenir. La nonchalance océanienne n'explique pas tout. Ma paresse atavique non plus, mais avec quatre ancêtres en ligne directe condamnés aux travaux forcés, quand j'entends le mot *travail*, j'entends comme en écho le mot *forcé*. Je crois plutôt avoir succombé à une forme de mimétisme avec le monde kanak. L'attrait de la parole prononcée, les sons qui sortent de la bouche, les voix qui se mêlent, toute la magie de l'oral, ont fait de moi un de ces hommes-dossiers, comme disent les Kanaks¹, que l'on vient consulter lorsque l'on veut connaître, par exemple, la vérité sur ses origines en Nouvelle-Calédonie. Jusque-là, je me suis contenté d'interventions, de conférences ou d'émissions radio ou télévisées. En fait, cela me suffisait. J'aime recevoir les gens, du moins ceux qui viennent jusque chez moi. Je peux alors leur parler de leurs ancêtres, leur faire découvrir la réalité d'une histoire cachée. Les vérités sont quelquefois tellement difficiles à apprendre ou à accepter que j'ai besoin de voir leur visage. Il me faut alors savoir prendre le ton juste et trouver les mots qui passent sans travestir les faits. Partager, échanger, les mots-clés de la société kanake sont aussi ceux d'une société de l'oral. Il est souvent plus facile de rédiger une lettre de refus que de dire « non », en face. Mais dans le monde européen, tant que l'on n'a pas écrit, on n'existe pas.

Et puis, j'ai déjà dit tant de choses. Les journalistes aussi me rendent visite. Ils semblent noter mes réflexions comme on note celles d'un original. Je les retrouve rarement dans leurs articles. Je dois peut-être leur donner mauvaise conscience en essayant de leur faire comprendre la complexité du problème calédonien. Je dois les gêner, les déranger.

Ils débarquent en Nouvelle-Calédonie avec des schémas tout faits ; les journalistes de gauche formés par des décennies d'universitaires tiers-mondistes, imprégnés de mentalité anticoloniale qui leur fait voir un monde avec de bons Kanaks agressés par les méchants Caldoches ; les journalistes de droite, formés par des décennies d'affirmation de la supériorité européenne, de ses valeurs, lumières du monde civilisé qui leur fait voir ces bons Français des antipodes agressés par de méchants Kanaks. Les uns et les autres sortent rarement des limites de ce cadre facile et pratique où leurs lecteurs métropolitains se retrouvent. Mes idées sont bonnes pour passer un après-midi ou une soirée agréable à deviser et discuter, mais de là à les exploiter vraiment sous les tropiques, cela demande trop d'efforts. Mieux vaut regarder la Calédonie comme un bon vieux western avec sa morale manichéenne.

Comme me l'a fait remarquer l'envoyé spécial d'un grand hebdomadaire métropolitain : « Vous comprenez, vous êtes un épiphénomène, sociologiquement parlant, vous n'existez pas. »

¹ . N.D.E. : Dans la partie du texte issue de l'édition originale, la graphie du mot « Kanak » sera conforme aux pratiques des années quatre-vingt-dix. Dans l'avertissement qui précède, rédigé à l'occasion de cette réédition, elle correspond à la graphie désormais officielle, voulant que ce mot demeure invariable en nombre et en genre.

D'autres, comme pour s'excuser, préviennent : « C'est pour constituer des archives dormantes. »

Les plus irritants sont les journalistes des informations télévisées, avec leur sujet qui ne doit pas durer plus d'une minute trente. Au-delà, paraît-il, on ne peut plus maintenir l'attention du téléspectateur. Les contraintes de la télévision leur ont façonné un langage fait de questions-réponses où l'art de la formule compte autant, sinon plus, que le contenu. Interroger des dirigeants kanaks de la génération de Dick Ukeiwë ou de Jean-Marie Tjibaou relève de l'exploit. Formées aux prêches des pasteurs ou aux sermons des curés, leurs réponses suivent naturellement une démarche en spirale avant de rejoindre la question posée. Répondre du tac au tac serait incorrect. Combien de malentendus ont-ils été créés par ces deux conceptions opposées de la parole ?

De plus, avec son obsession de faire court et ses effets réducteurs, la télévision a accentué la division manichéenne. Il est plus facile de dire : « Pour la France, contre l'indépendance », ou le contraire, que de chercher à expliquer une position médiane tendant vers un consensus, laquelle ne peut se résumer en quelques mots ou se formuler en slogan.

Combien de fois leur ai-je développé mes thèmes favoris : « Je ne suis pas porteur de la revendication d'indépendance kanake. D'abord parce que je ne suis pas kanak, ensuite parce que je ne suis pas convaincu que l'indépendance kanake et socialiste soit la bonne réponse. Maintenant, je dois constater que la très grande majorité du peuple kanak revendique sa terre, sa dignité, sa patrie, et je ne me sens pas le droit de m'y opposer, et ce d'autant plus que la France m'a appris qu'une telle revendication est digne et noble. »

Puis, il y a l'autre face des choses, celle qui fait que je ne suis pas un Français comme un autre, lequel regarderait en spectateur se faire une décolonisation ; et là, tout se complique. Pourtant, des certitudes demeurent. Cette terre m'a vu naître, grandir ; elle m'a nourri, abreuvé et je suis certain qu'elle n'est pas constituée avec du sol français. Il est impossible, même en étendant à l'extrême la théorie de la dérive des continents, qu'un morceau de France se soit détaché pour venir se fixer dans le Pacifique Sud. Nulle part dans les livres de Georges Duby ou dans ceux de Fernand Braudel on ne mentionne le terroir calédonien comme ayant contribué à la fondation de l'identité de la France. Si toutes ces considérations sont évidentes, pourquoi donc s'acharne-t-on à vouloir traiter le problème kanak comme celui des Beurs, c'est-à-dire d'une minorité à intégrer au sein de l'ensemble français ? Les Beurs, eux, vivent en terre de France. Ici, ce sont les Français qui vivent en terre kanake.

Je me rabâche ces évidences en m'y accrochant. J'ai souvent l'impression d'être une cellule saine dans un corps cancéreux. Cependant, même quand la conduite de mes compatriotes caldoches me désole ou me révolte, je me refuse à me conduire en « porteur de valise ». Je sens bien qu'ils détiennent une partie de moi-même. Les cellules atteintes par la maladie ne partagent-elles pas une origine commune avec les cellules en bonne santé ?

Malgré tout, lorsque l'on nage depuis trop longtemps à contre-courant, il y a toujours un moment où l'on se demande si le courant n'est pas le plus fort.

Il me semble que je ne dois pas entendre ou comprendre les mêmes choses que les autres.

Ainsi, pendant la campagne du référendum de 1987, Bernard Pons se rendit sur la côte est, à Ponérihouen. Le chef de la tribu de l'Embouchure lui tint un discours que l'on pourrait résumer ainsi :

« Cet endroit s'appelle Poara iriwa, c'est-à-dire *l'embouchure*, là où l'eau qui monte rencontre l'eau qui descend, et moi je m'appelle Poairiwa. Je ne suis pas un Kanak, je suis un Kaponu. »

Dans *Les Nouvelles Calédoniennes*, le quotidien local, le discours devint, le lendemain : « Nous ne sommes pas des Kanaks avec un K » et l'article concluait : « Nous sommes tous des Kaponus. » En dehors du fait que le terme Kaponu désigne les maîtres de la terre, ceux dont sont issus les clans, et donc que l'interprétation du rédacteur est purement fantaisiste, personne n'a saisi ce que le vieux Kanak a voulu faire comprendre. Avec tout le respect que

l'on doit à un hôte, il a expliqué qu'étant issu de cette terre, il était Kaponu, et n'était donc pas Français. Puis il a pris le soin de donner la signification du nom du lieu en montrant que son patronyme s'attachait à ce lieu, ce qui voulait dire : « Il n'y a pas d'endroit ici qui s'appelle Bernard Pons. »

Quelque temps après, j'ai rencontré ce Vieux que je connais bien. Je me suis d'abord assuré avoir bien compris son message, puis je lui ai demandé pourquoi il n'avait jamais fait de démenti. Sa réponse n'a pas fini de me faire réfléchir : « Moi, les mots que j'ai dits sont justes. C'est lui qui n'a pas compris ! »

Dans un monde surmédiatisé où la publicité, la pédagogie, la propagande électorale insistent sur la valeur du message bien reçu, le Vieux continuait à croire aux vertus du message prononcé. Deux cultures, deux préoccupations. Depuis, j'ai souvent été tenté de suivre le Vieux de Poara iriwa. Bien des fois, j'ai renoncé à expliquer, puisque l'important n'est pas d'être compris ou de convaincre, mais de dire, de témoigner.

Mais dire pour le plaisir de dire n'existerait pas sans son corollaire, dire pour le malheur de dire, lequel a pour principale conséquence de favoriser le non-dit. Combien de fois ai-je hésité et jeté mes brouillons dans un coin ? Écrire, ne pas écrire, maintenant que le temps de la réconciliation est venu, que tout le monde souhaite oublier et faire comme si rien n'était advenu ? Pourquoi remuer le passé ? Dans un pays où tous aspirent à la paix ou à ce qui ressemble à la paix, après les tensions extrêmes de ces dernières années, a-t-on le droit d'écrire lorsque sociologiquement, historiquement, électoralement, on n'existe pas, ou si peu ?

En France, ce pays si lointain où toute personne, même ultra-minoritaire dans ses positions, peut s'exprimer, ces questions ne se poseraient pas. Mais ici, le non-dit est une véritable institution, une constante... incontournable. Toute la Nouvelle-Calédonie a toujours fonctionné ainsi. Depuis toujours, cette prédisposition de l'esprit à occulter les moments douloureux du passé a régné dans ce pays, et sacrilège est celui qui ose soulever le voile sombre jeté sur les mémoires. Je suis beaucoup trop imprégné de ces mentalités pour ne pas hésiter. Combien de fois ai-je détesté et envié ces journalistes qui débarquent, s'installent, parlent, écoutent, lisent et, miracle, écrivent ? Dans mon pays où les accélérations de l'histoire ont bouleversé les esprits et les cœurs, je n'ai jamais pu me conduire en simple spectateur. À travers mes lignes, en filigrane, l'acteur transparait. Non pas l'acteur-star adulé, reconnu et réclamé, mais l'acteur-seul replié sur ses échecs.

Dans ces conditions, comment écrire sans que la rancœur l'emporte ? Comment prendre le recul nécessaire, trouver la sérénité et faire en sorte que l'écriture ne soit pas uniquement « la revanche du vaincu » ?

Mais comment ne pas écrire sans participer soi-même au non-dit ?

Je me souviens de la réflexion de ma mère à qui je confiais mon intention d'effectuer des recherches sur le bagne : « Mon fils, m'a-t-elle dit, il faut laisser les morts dormir en paix, ils ont assez souffert. »

Quelques mois plus tard, m'étant rendu à Lifou pour assister à une conférence sur l'arrivée du christianisme dans l'île, j'interrogeai un auditeur kanak sur cette période et sur les oppositions entre catholiques et protestants, il me répondit : « Il ne faut pas réveiller les vieux qui sont morts. »

L'âge mis à part, qu'avaient donc en commun ce vieux Kanak et ma mère ? Ils ne s'étaient jamais rencontrés, leur éducation, leur culture étaient différentes, mais leur approche du passé les conduisait à la même conclusion. L'une ne voulait pas savoir, et l'autre ne voulait pas risquer de soulever des querelles claniques. Les événements, chez les uns comme chez les autres, étaient devenus tabous.

Tous ont contribué au silence. Des générations plus tard, cela se traduit par une double méconnaissance.

Les jeunes Calédoniens ne savent rien de la vraie colonisation, des cases incendiées, des terres spoliées, du travail forcé, des Kanaks déplacés ; on leur a toujours présenté la colonisation sous ses aspects civilisateurs : l'hygiène, la santé, l'enseignement, la technique. Alors aujourd'hui, ils ne comprennent rien à la revendication kanake. Les jeunes Kanaks ne savent rien de la vie misérable des colons du bagne. On a toujours évoqué devant eux les figures d'entrepreneurs richissimes, Higginson, Bernheim, ou de comptoirs commerciaux conquérants. Aujourd'hui encore, par orgueil ou par bêtise, lorsque l'on parle des premiers Calédoniens, on utilise le terme valorisant de *pionniers*, oubliant volontairement que la majorité d'entre eux étaient des colons forcés. En forgeant ce mythe du pionnier, historiquement contestable, les Calédoniens ne se rendent même pas compte qu'ils contribuent à détruire leur seul point de rapprochement avec les Kanaks, celui d'avoir été souvent, comme eux, des victimes de la colonisation.

De ce double silence est née une incompréhension porteuse de mort. Pourtant, même la mort n'a pas réussi à débloquent les mentalités. Il ne faut pas croire que seules les personnes plus âgées restent figées dans leurs certitudes. Le mal est beaucoup plus profond. Les intellectuels eux-mêmes n'y échappent pas. Un ami, jeune historien local bien en cour, signa récemment un article sur la vie de Jean Mariotti, le plus grand écrivain calédonien. Étant lui-même issu de la famille Mariotti, il était tout désigné pour le faire. Quand l'article parut, deux points essentiels avaient été occultés. En premier lieu, Mariotti était présenté comme le fils d'un colon aisé de Farino, alors que son père était un ancien condamné aux travaux forcés placé en concession à Farino ; en second, la fuite de l'auteur vers une mort volontaire était soigneusement passée sous silence.

Cet article représente pour moi le symbole de la société calédonienne. Mariotti a donné son nom à un collège, son œuvre littéraire est incontestable et incontestée, mais il continue à appartenir à sa famille et pas au patrimoine du pays. Pourtant, son dernier ouvrage, *Daphné*, traite du suicide. Pourtant, il a quitté la Nouvelle-Calédonie pour aller présider, sur les bords de la Seine, une société des gens de lettres. Je sais maintenant que Mariotti a fui cette pesanteur coloniale qui refusait de le reconnaître, lui, le fils de « chapeau de paille² », qui osa dans son meilleur livre au titre évocateur, *À bord de l'Incertaine*, aborder les dépossession foncières des Kanaks, les déplacements des tribus, la suffisance des fonctionnaires métropolitains, la naissance d'une conscience calédonienne. Autant de sujets tabous qui, cinquante ans après, sont demeurés tabous et continuent à caractériser la sclérose de la société locale. Quand, pour ne pas évoquer son propre destin, un peuple n'est capable de parler ni de la naissance ni de la mort de ses écrivains, c'est qu'il n'est pas encore majeur.

Comment pourrait-il devenir majeur, ce peuple encore incapable d'assumer son passé et qui ne comprend rien à son présent ?

Au lendemain des accords de Matignon, je rencontrai une vieille dame qui, tout émue, me déclara : « C'est bien, maintenant, tout va redevenir comme avant, comme quand on s'entendait bien. »

Il y avait une telle sincérité dans ses phrases que je n'ai pas pu lui répondre. Comment lui dire que, si des gens sont morts, c'est pour que les choses changent, pour qu'elles ne redeviennent pas comme avant ?

La vieille dame avait ajouté : « Ce que vous avez fait, en 1982, avec Jean-Marie Tjibaou, c'était trop tôt. »

Dans ce pays, tout est toujours trop tôt. Je ne sais pas quel jour il est pour les Kanaks, mais je sais que pour les Calédoniens, il est bien tard. Trop tard pour que je continue à me taire, plus rien ne justifie ce silence.

² . N.D.E. : « chapeau de paille » est le surnom donné aux condamnés aux travaux forcés, en raison du couvre-chef bon marché qu'on leur donnait à porter sur les chantiers. Ce couvre-chef devint un signe distinctif infamant, et l'expression elle-même, rapidement étendue à tous les condamnés de droit commun, était alors fortement péjorative.

Si j'étais vraiment Français, je veux dire Français de France, Français à part entière, aurais-je, comme dans les pages qui précèdent, éprouvé ce besoin de me justifier, de m'excuser, en quelque sorte, d'écrire ? Au contact du monde kanak, j'ai appris que pendant une réunion, lorsqu'une personne qui n'a pas le droit à la parole — une femme par exemple, ou un homme trop jeune, ou une personne que son rang coutumier n'autorise pas à parler — veut tout de même s'exprimer, elle commence par demander pardon aux vieux présents, s'excuse auprès de l'assistance, puis elle expose son propos. C'est tout imprégné de cet état d'esprit que je me suis décidé à rassembler les notes éparses prises au cours de cette période qui couvre grosso modo les années 1982 à 1989 ; réflexions et pressentiments, déceptions et espérances, éclats de rire et coups de colère sont ici réunis. Les ruptures de ton comme les variations du style suivent, sans ordre chronologique ou thématique précis, les aléas de la vie, et correspondent à des états intérieurs. J'ai volontairement maintenu ces distorsions, car la vie n'est pas uniformisée. Les moments où l'on peut se consacrer à l'analyse sont trop souvent interrompus par l'agression des événements extérieurs. J'ai tenté bien des fois de prendre : « le point de vue de Sirius » . Mais Calédonien, trop Calédonien, je suis, ce qui, pour moi, signifie : ne pas être capable de parler de mon pays de l'extérieur, puisque mon pays est en moi. Aussi, y a-t-il des lignes que j'ai détesté écrire, car elles ne sont porteuses d'aucun espoir, mais seulement de la réalité.

Ces carnets ne se veulent donc ni un livre d'histoire ni un essai sociologique ni une confession, simplement le regard d'un Calédonien qui essaie de traverser le temps et le pays du Non-Dit, en méditant la parole, devenue proverbiale, d'un vieux Kanak : « Ce n'est pas parce que tu vas te conduire en mauvais Blanc que tu vas devenir un bon Kanak. »



L'embouchure, à Ponérihouen (coll. ADCK)
Poarairiwa : là où l'eau qui monte rencontre l'eau qui descend.



L'entrée du collège Jean-Mariotti.



L'El Kantara : retour des permissionnaires calédoniens, en octobre 1917.



Un vapeur au nom chargé d'adieux : l'*Eastern Queen*.

PREMIÈRE PARTIE

KANAKS ET CALDOCHES

DU VOCABULAIRE

— Moi, Madame, je ne suis pas caldoche, je suis calédonien. Pour moi, le Caldoche est au Calédonien ce que le Franchouillard est au Français.

Je réagis toujours, au cours d'une conversation, quand on s'adresse à moi avec un :

— Toi qui es caldoche, qu'en penses-tu ?

Ou bien :

— Nous aimerions bien connaître l'opinion d'un Caldoche.

Ou encore :

— Qu'est-ce qu'un Caldoche ?

Pour moi, le Caldoche représente la caricature du Calédonien, celui que l'on définit comme étant le « CRAK » : Colon-Raciste-Anti-Kanak, et je ne me sens pas du tout concerné par cette définition.

J'ai du mal à admettre que le terme, maintenant, me dépasse. J'ai beau tempêter, « Caldoche » est passé dans le langage courant et mes indignations n'ont pas plus d'effet qu'un coup de sabre d'abattis dans le lagon.

En fait, je ne me sens ni kanak ni français, seulement calédonien. Cet état me convient.

C'est à dessein que j'emploie « kanak », et non « mélanésien ». Il faut dire que depuis mon enfance, le vocabulaire a bien évolué. À cette époque, s'il y avait bien deux mots que l'on ne prononçait pas, c'étaient ceux de *Kanak* et de *Caldoche*, pour des raisons opposées, d'ailleurs.

Pour les Kanaks, on disait alors « les Indigènes » ou « les Autochtones », quelquefois « les Mélanésiens ». « Canaque » était considéré comme une injure et les parents calédoniens apprenaient à leurs enfants à ne pas l'employer.

Le terme est devenu péjoratif en Nouvelle-Calédonie dès le début du xx^e siècle. On a même vu les tirailleurs kanaks envoyés en France pendant la Grande Guerre, faire une démarche auprès des officiers français pour que leur unité ne s'appelle pas comme prévu « le bataillon canaque ».

Le mot a tout une histoire. À l'origine, il ne provient pas d'une langue locale, mais il est emprunté au polynésien *tamata*, lequel signifie « homme ».

Il fut introduit par les premiers Européens. Au tout début de la colonisation, on l'utilise indifféremment avec le terme « Néo-Calédonien » ou « Calédonien » : *Le Petit Robert* en porte encore la référence. On peut toujours y lire, comme exemple, dans la définition d'*abrutissement* : « l'abrutissement ignoble des Calédoniens et des Papous. (Taine) »

Dans les premiers textes officiels de la colonisation, il n'est pas rare de trouver également le terme « Indien ».

Kanak peut encore, à cette époque, s'écrire Kanaque. En 1866, un article du Journal officiel de l'époque, *Le Moniteur*, signé par le commis d'administration Le Boucher, précise l'orthographe officielle : Canaque. L'auteur de l'article, qui devait devenir vingt ans plus tard le premier gouverneur civil de la Nouvelle-Calédonie, présente cette graphie comme étant

plus française. Il affirme ainsi s'opposer à l'anglicisation des mots locaux que l'on observait plus particulièrement pour les noms de lieux comme Canala (écrit Kanala).

On retrouve l'orthographe *canaque* et la dérision qui accompagne ce mot vers 1895 avec la fondation, à Paris, de l'« Académie canaque » par Marie de Heredia, la fille du poète, lequel venait d'être reçu à l'Académie française. Pour être admis dans cette parodie du quai Conti, il fallait réussir les plus belles grimaces. Parmi les Canaques célèbres : Paul Valéry, Pierre Louys, Claude Debussy, Henri de Régnier et Marcel Proust qui en était le secrétaire perpétuel.

Le retour du K se situe dans les années 1968–1970, avec les premières manifestations des étudiants kanaks de Paris. J'avoue volontiers ne pas avoir saisi l'importance que les jeunes Kanaks d'alors accordaient à la lettre K. Car pour moi, que ce soit un C ou un K, c'est toujours un alphabet européen, donc apporté par la colonisation, qui est utilisé.

Depuis, le mot *Kanak*, ainsi écrit, s'est chargé d'une telle puissance de revendication qu'il ne me viendrait pas à l'idée de l'écrire autrement. Néanmoins, pour le moment, et certainement pour marquer ma différence, je continue à l'accorder au masculin, féminin, pluriel, bien qu'une décision du gouvernement kanak ait déclaré son invariabilité.

L'emploi du mot *Caldoche* est beaucoup plus récent, et si je ne garde pas le souvenir de l'avoir entendu dans mon enfance, c'est tout simplement parce qu'il n'existait pas.

L'apparition du mot peut être située au moment du boom des années soixante-dix, époque à laquelle il commence à être employé par les nombreux « nouveaux Calédoniens » débarqués en masse sur le Territoire dans l'espoir d'un argent plus facile à gagner qu'en Métropole.

Les Calédoniens eux-mêmes n'adoptent pas le terme tout de suite. Il faut bien reconnaître que le suffixe « oche » n'a rien de flatteur et donne au mot une consonance péjorative. Cependant, les références purement françaises : « belledoche », « boche », etc., ne sont pas suffisantes pour expliquer les premières réticences engendrées par le nouveau mot. Il faut dire qu'en Calédonie, on a coutume de dire d'une personne sûre d'elle, qui étale sa science et ses diplômes, qui connaît tout, qui a tout vu (en un mot, du modèle standard du Français moyen expatrié en Outre-mer) :

« Il est comme les loches, tu enlèves la gueule, y'a plus rien ! »

Caldoche/loche, le passage de l'un à l'autre est évident.

L'assimilation de sa personne à ce poisson, que les Métropolitains connaissent mieux sous le nom de mérrou, n'a rien de très honorable pour le Calédonien. Quoique... en privé, et en faisant un très gros effort pour surmonter mon chauvinisme viscéral, je veuille bien admettre que le Calédonien moyen mérite parfois qu'on lui retourne le compliment « il est comme les loches... »

Le mot fait son entrée dans le Petit Larousse en 1983 avec la définition suivante : « Nom familial – Blanc de Nouvelle-Calédonie. »

En fait, ce sont surtout les médias, à travers les « événements » de 1984, qui popularisent le terme, *Caldoche* étant présenté en opposition à *Kanak*. Cette opposition se retrouvant en grande partie dans les votes et dans les affrontements sur le terrain, l'expression s'impose et tout le monde l'adopte.

À la fin des années quatre-vingt, nous avons été encore quelques-uns à résister. Nous avons créé une association intitulée UCDPK : Union des Calédoniens Pour un Dialogue avec le Peuple Kanak. Nous y refaisons le monde, c'est-à-dire, pour nous, la Calédonie ; nous tentions de bannir le mot *Caldoche* et de maintenir des liens avec le monde kanak.

Dans les moments d'espoir, nous nous prenions pour les précurseurs d'un temps nouveau ; quand la situation se détériorait et que la tension montait, nous nous cachions pour nous réunir en nous faisant l'impression d'être des troglodytes passésistes. Comme m'a dit alors un Kanak : « Pour vous, il faudrait réinventer les catacombes. »

C'est au cours d'une de ces réunions que Daniel a défendu un autre point de vue à propos du terme « Caldoche ». Daniel est un militant progressiste de toujours. Il appartient à ma génération et à une souche aussi ancienne que la mienne. De sa famille, il a hérité une petite taille et un caractère teigneux et obstiné derrière lesquels il cache une profonde sensibilité. Son appartenance, depuis le début de son engagement politique, à des partis kanaks lui a valu une série de déboires, lesquels, tout en émoussant ses instincts combattifs, lui ont appris à prendre en toute chose ce qui peut être positif.

« Vous avez tort » nous a-t-il dit. « Il ne faut pas rejeter le mot Caldoche, il faut l'assumer. Regardez les Kanaks. Pendant des années, ils préféraient qu'on les appelle Mélanésien ou Autochtones ou Indigènes. *Canaque* était une insulte. Aujourd'hui, ils en ont fait un mot de combat, inséparable de la Lutte, connu et employé dans le monde entier. Vous, vous voulez qu'on distingue d'un côté les Caldoches et de l'autre les Calédoniens. Vous n'y arriverez jamais. C'est trop compliqué. Les médias ont imposé le terme Caldoche. Pour tout le monde, la Calédonie c'est les Kanaks et les Caldoches. C'est à nous de montrer qu'il existe aussi des Caldoches qui pensent différemment, comme il y a des Johnny Clegg en Afrique du Sud. »

Quelques mois plus tard, j'ai retrouvé ce sentiment chez des étudiants :

« Et alors ! On est caldoche ! Et après ? Pourquoi il n'y aurait pas des Caldoches de progrès, des Caldoches démocrates comme il y a des Caldoches fachos ? »

Leur détermination et leur sincérité ont ébranlé mes convictions. Après tout, Caldoche ne s'épelle pas F-r-a-n-ç-a-i-s. Il y a peut-être dans ce terme la puissance de rayonnement qui a manqué au mot *Calédonien* pour créer une identité.

« Les mots sont vivants, ils portent leur propre puissance », disent les vieux Kanaks.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'il faut laisser vivre le mot. Après tout, tant que, pour un Caldoche, « Zoreille » reste la plus grande insulte, et le fait d'être pris dans la rue pour un Zoreille la pire des infamies, rien n'est perdu.

Il y a quelques années, lorsque je doutais, je prenais la route sinueuse qui mène au sommet du Ouen-Toro et là, dominant Nouméa, devant ce que mes compatriotes ont, à travers les générations, fait de ces marécages et de ces collines, devant ces lotissements découpés en damier sur lesquels s'épanouit une multitude de maisons posées sur de vertes pelouses, je me disais :

« Nous avons mérité de vivre et de mourir dans ce pays. »

Aujourd'hui, il m'arrive encore de prendre la route du Ouen-Toro, mais face à l'œuvre des hommes, je ne peux m'empêcher de penser que c'est dans ces beaux quartiers de Nouméa, là où résident en majorité les « gens bien », les décideurs économiques et politiques, la « Nouméaklatura », que le « Non » aux accords de Matignon a obtenu les scores les plus élevés.

Alors, face à l'œuvre de la nature — le Mont-Dore imposant, le long ruban blanc de la plage de l'Anse-Vata, le lagon plombé de gris par le soleil d'après-midi — je m'entraîne à répéter :

« Moi, le Caldoche. »

Mais je n'y arrive pas.

DU MIMÉTISME

Entre Kanaks et Calédoniens, les relations n'ont pas toujours été aussi tranchées ni aussi simplistes qu'aujourd'hui. Bien entendu, l'histoire a connu, dès le début, des affrontements et des combats. Qui envoie-t-on rechercher les forçats évadés, sinon la redoutable police indigène ? Qui utilise-t-on ensuite pour réprimer les insurrections, sinon les plus durs parmi les forçats, et particulièrement les condamnés arabes, spécialistes de l'évasion et qui avaient donc tout pour en vouloir aux Kanaks ? Mais l'histoire est également faite de rencontres, de mariages, de fêtes. En réalité, si les différences sont flagrantes, de nombreuses ressemblances existent. Bien que ces ressemblances ne soient pas évidentes pour un observateur superficiel ou de passage, elles sont néanmoins profondes.

En premier lieu, les ressemblances issues de l'acculturation géographique. Le climat, la rudesse de la terre, les paysages mêmes ont imprégné les Calédoniens. L'année divisée en quatre saisons, le renouveau du printemps, le froid piquant la peau en hiver, rien de tout cela n'existe ici. Les amplitudes thermiques entre la saison chaude et la saison fraîche restent faibles et il n'y a pas de saisons intermédiaires. En fait, les variations saisonnières dépendent autant des précipitations que des températures et se traduisent plutôt par l'alternance de la saison sèche et de la saison des pluies. En quatre ou cinq générations, le métabolisme des Calédoniens en a été affecté et s'est mis à réagir au rythme du nouvel environnement. Toutes les références européennes sont ici différentes. Le temps des vendanges, celui des hirondelles, des cerises ou de l'ouverture de la chasse ne correspondent pas à la réalité locale. Pour les connaître, il faut les apprendre dans des livres. Les Calédoniens, comme les Kanaks, vivent le temps des fleurs de niaoulis et de leur senteur eucalyptique, celui des flamboyants annonciateurs des vacances, le temps où les picots viennent frayer au bord des palétuviers, celui des cornes-molles quand les cerfs dépouillent, le temps des grandes marées basses, le temps des érythrines qui fait descendre les roussettes de leurs nids.

En second lieu existe un parallélisme historique qui trouve ses racines dans la violence extrême à l'origine des deux peuples. Pour les Kanaks, la colonisation apporte son cortège de cases incendiées, de terres spoliées, de chefs décapités, de rebelles exécutés, de fortes-têtes exilées, de réfractaires au travail forcé matés. Pour les Calédoniens, le bagne apporte son cortège de doubles-chaîne, de poussettes, de cachots, de camps disciplinaires, de mépris, de culpabilité traînée comme un boulet par toute une génération.

Face à ces origines troublées, chacun des deux peuples réagit de la même manière, en pliant le dos et en laissant passer le temps. À partir des années 1890, on n'enregistre qu'une seule véritable poussée de fièvre : 1917.

Cette année-là, les tribus du nord de la Grande Terre, de Hienghène sur la côte est, à Koné sur la côte ouest, se révoltent. Plusieurs personnes sont massacrées et la répression s'organise. Parallèlement, le contingent de soldats calédoniens qui doit rejoindre le front, sur le navire *El Kantara*, refuse de s'embarquer. Ce sont les mutinés de l'*El Kantara*, un sujet dont on ne parle pas en Nouvelle-Calédonie et qui correspond en métropole aux grandes mutineries de 1917. On se servira des uns pour mater les autres. On prétextera la révolte des Kanaks, dans le nord du Territoire, pour garder sur place le contingent aux fins de maintien de l'ordre, ce qui évitera les sanctions contre les réfractaires. Les Kanaks ne s'en tirent pas à si bon compte et, une fois de plus, la répression est terrible. Il n'en reste pas moins qu'au départ, les deux mouvements, même s'ils n'ont rien en commun, correspondent bien à une révolte contre l'autorité.

Les Kanaks attendent donc que se passe le temps des épidémies, de la mortalité galopante, de la dénatalité, de la dépopulation, jusqu'à ce que, la croissance démographique revenue, ils relèvent la tête pour ne plus jamais la baisser. Les Calédoniens attendent que s'oublie le temps de l'infamie, celui de la fange : le temps sale. Cette attente parallèle, aspiration à l'oubli pour

les uns, retrouvailles avec les cris des nouveau-nés pour les autres, sert de fondements aux mentalités des deux peuples.

Pendant ces années, une naissance en milieu kanak revêt une importance particulière. Elle démontre que la survie est encore possible. L'arrivée des hommes blancs a complètement bouleversé l'équilibre établi depuis toujours entre les Kanaks et la nature.

Au choc des cultures, des mentalités et des armes s'est superposé le choc viral et microbien. Jusque-là, l'isolement du Pacifique des continents asiatique et africain a servi de cordon sanitaire. Mais la venue d'Européens provoque l'implantation de maladies encore inconnues dans le milieu océanien. La tuberculose, la lèpre, la grippe font des ravages dans les organismes dépourvus d'anticorps. Chez les enfants, la rougeole entraîne des conséquences désastreuses. Les épidémies trouvent en outre dans les conditions de vie (cases aux portes basses et étroites, sans autre ouverture, où l'air, donc, ne se renouvelle pas), des champs d'action plus que favorables. Avec l'arrivée des Blancs, une nouvelle forme de mort est apparue. Elle déforme les visages et les membres jusqu'à faire ressembler les malades aux diables malfaisants qui hantent les forêts. D'autres toussent et crachent du sang pour essayer de rejeter le boucan³ qui est en eux.

Alors, l'univers du Kanak s'écroule. La vie réglée sur le rythme du soleil, l'écoulement du temps qui n'a pas d'autre limite que la mémoire des hommes, la continuité entre les ancêtres et les vivants qui est inscrite à même le sol, sur les pierres, dans les arbres, tout s'effondre. La nature, dans sa globalité matérielle et spirituelle, devient étrangère par le fait même que la mort est différente. Les dieux, les armes, les paroles, les incantations, tout ce qui est solide et sûr, tout ce en quoi le Kanak croit, devient inutile, impuissant face aux armes des hommes blancs, à leur magie, à leur dieu.

Bousculé dans ses valeurs traditionnelles, chassé de ses propres terres, écrasé par une nature désormais hostile, ne pouvant ni comprendre ni admettre comment le Séjour paisible⁴ est devenu le séjour du malheur, le peuple kanak, lentement, se met à mourir. Il se voit mourir et il se fait mourir, non pas en de vastes et spectaculaires suicides collectifs, quoique les suicides individuels soient nombreux, mais dans le long et invisible suicide qui consiste à faire moins d'enfants. Quel secret, quelle alchimie mentale poussent un peuple à ne pas se renouveler, à pratiquer de lui-même une contraception, sinon le bouleversement des esprits de ceux qui sont en âge de procréer et qui ne peuvent répondre aux questions : « quel monde pour nos enfants, quelle vie, quelle mort, puisque plus rien de ce qui existait n'existe encore ? »

L'administration coloniale ayant calculé qu'il fallait trois hectares par tête, la dépopulation sert de justification aux déplacements de population kanake et au cantonnement. On regroupe les Kanaks expropriés dans d'autres tribus. Les clans déplacés se retrouvent sur des terres en des lieux où ils ne sont encore, de nos jours, que des étrangers.

Ainsi, plus il meurt de Kanaks, plus on les déplace et plus leur désespoir s'accroît et, avec lui, la dénatalité. Les thèses de doctorat du début du siècle affirment : « La race kanake est une race en voie de disparition. »

Cette opinion accréditée, chez certains, l'idée qu'une politique en faveur des Mélanésiens est inutile, puisqu'en tout état de cause, leur race s'éteint. Cependant, j'ai pu étudier dans les archives assez de rapports d'inspection, d'instructions aux gouverneurs, de dépêches ministérielles, de comptes-rendus de conseil privé, pour pouvoir l'affirmer : à la différence de la colonisation australienne, il n'y a jamais eu, en Nouvelle-Calédonie, une volonté

³ . Boucan ou emboucaner : terme employé en Nouvelle-Calédonie et qui désigne aussi bien un poison qu'un sortilège.

⁴ . N.D.E. : l'expression « Séjour paisible » est celle que propose le pasteur Leenhardt pour traduire le mot *mwâciri* (langue a'jie) qui désigne l'espace central d'une tribu ou la tribu elle-même. Mais c'est Jean Mariotti qui la popularisa en intitulant l'une de ses nouvelles « La conquête du Séjour paisible » (in *Les contes de Poindi*). On la trouve encore dans *Contes et Légendes de la Grande Terre*, de Jean Guiart qui l'utilisa au sein de sa traduction du « Discours de Pilou de Eleisa Nebaye ».

systematique d'élimination de la « race » kanake, l'administration, les médecins de brousse et les missions y veillèrent.

Bien entendu, la christianisation ne se fait pas sans la perte ou la transformation des valeurs traditionnelles kanakes. Il faut abandonner les anciennes croyances, laisser les boucans pour prendre la médaille. Les chefs doivent renoncer à la polygamie, les hommes doivent se vêtir, et le port du manou, ce pagne que l'on ceint autour de la taille, est considéré comme le signe extérieur de la civilisation. Pour les femmes, on crée la robe-mission, désormais symbole de la femme kanake. Toutes les anciennes cérémonies, où l'art musical et les danses kanakes s'épanouissent, sont considérées comme païennes. Les sculptures en bois, les chambranles ou *talés*, les flèches faïtières qui ornent les entrées et les toits des cases sont pillées et dispersées en Europe, au mieux dans des musées, au pire parmi les souvenirs pittoresques de séjours aux colonies d'administrateurs ou de militaires. C'est le prix de la survie.

En prenant sous leur protection les tribus, en essayant de les isoler des maladies, de l'alcool qui, en ces moments de grands désespoirs, sert de palliatif illusoire, les missions catholiques et protestantes permettent au peuple kanak de survivre.

La foi est une bouée de sauvetage à laquelle toute une génération de Kanaks s'accroche pour se maintenir hors de l'eau. Quand les enfants de cette génération parviennent à l'âge adulte, ils ont de nouveau des raisons de vivre et d'espérer. La dénatalité cesse.

Les pères en soutane noire, barbiche au vent, spartiates aux pieds, sous le casque colonial, et les pasteurs en costume amidonné, le col blanc empesé sous le feutre mou, veillent jalousement sur leurs ouailles, rêvant à la parabole du bon pasteur protégeant son troupeau. La coutume a subi des destructions irréparables, mais du moins les hommes qui l'incarnent ont-ils survécu. Avec eux, elle peut continuer à vivre, et comme elle constitue avant tout un vécu lié à une tradition orale par définition évolutive, elle s'épanouit sur de nouvelles bases. Elle assimile les notions de charité avec les traditions d'accueil et de soutien mutuel, et elle maintient cachés, mais vivaces, loin des oreilles indiscretes, les récits des Anciens.

De ces longues années qui s'écoulent de la fin du XIX^e siècle à la première moitié du XX^e, il résulte un étonnant mimétisme culturel jamais reconnu ni même avoué. Pourtant, bien des comportements calédoniens trouvent leur origine directement dans le monde culturel kanak.

Comme tous les peuples proches de la nature, les Kanaks vivent un temps cyclique, fondé sur l'alternance de la saison des pluies et de la saison sèche, la culture de l'igname, les floraisons, sur la ponte des oiseaux ou le frai des poissons. L'immensité de l'océan rend très difficiles les contacts avec un monde différent, car même quand les contacts s'établissent, c'est avec des peuples ayant des structures sociales, des techniques, des aspirations culturelles voisines. L'insularité accentue un peu plus ce caractère d'éternel recommencement. Malgré le découpage européen du temps, ne serait-ce qu'à travers les horaires scolaires ou ceux des programmes de télévision, le Kanak d'aujourd'hui ne s'est pas tout à fait départi de cette conception.

Au début de 1987, je demandais à un militant kanak qui avait participé, aux côtés d'Eloi Machoro, aux « événements » :

— Comment expliques-tu l'absence de réactions kanakes vis-à-vis de la politique du gouvernement français ? Il est pourtant bien plus agressif contre vous qu'en 1984.

— Oui, mais c'est parce qu'avant, c'était le temps de la guerre, alors que maintenant, c'est le temps de la paix.

Cette façon de vivre le temps se retrouve dans le rapport que les Kanaks ont avec la période du service militaire et même avec l'emprisonnement. Quand le cycle de l'armée ou celui de la prison est accompli, ils commencent un autre cycle. C'est une force que l'on mesure mal, mais une force réelle.

Chez les Calédoniens, ce phénomène n'existe pas, sauf, peut-être, à travers ce que j'appelle le *GIs' Cult*, le mythique « temps des Américains ».

En 1941, quand le Japon entre en guerre, la Nouvelle-Calédonie, ralliée à la France Libre du général de Gaulle depuis 1940, se retrouve sans défense ou presque, de toute façon sans aucune possibilité d'arrêter une éventuelle invasion des troupes de l'Empire du Soleil levant. Les Américains débarquent et font de la colonie française un vaste camp militaire, base de départ et de repos, vers les champs de bataille de la mer de Corail ou de Guadalcanal.

L'arrivée des Américains est restée, dans le souvenir des Calédoniens, comme celui de l'âge d'or. Un autre monde avait débarqué. Quand on entend les Calédoniens parler de cette époque, des mots magiques reviennent : Jeep, GMC, whisky, chewing-gum, chocolat, topette (ce n'est pas une bière, c'est une carabine) et surtout dollars. L'Europe, après les années d'occupation, connut certainement le même phénomène. Mais en Nouvelle-Calédonie, il faut le multiplier par l'énorme retard, par rapport à la modernité, accumulé pendant l'entre-deux-guerres, face au développement sans précédent des puissances industrielles. Entre 1853 et 1942, les Français n'ont jamais réussi à goudronner les routes calédoniennes, à construire des aéroports, à inonder le pays de véhicules, de motos, de tracteurs. De plus, quand les Américains repartirent, ils eurent l'ordre de détruire tout le matériel inutilisé, alors qu'il aurait été bien utile à la mise en valeur de la colonie. Pour la première fois, les Calédoniens, y compris les plus défavorisés d'entre eux, avaient pris contact avec l'abondance et le *wasting way of life*, et ils y avaient pris goût.

Quarante ans plus tard, ce souvenir reste vivace. Des mouvements proaméricains se sont formés, des inscriptions : *US Come back* et des bannières étoilées sont régulièrement peintes sur les murs et les routes. Chaque année, une fête des *Amis de l'Amérique* réunissant plusieurs centaines de personnes est organisée. Ces faits n'ont pas de conséquences politiques ou électorales sérieuses, mais ils restent révélateurs d'un aspect de la mentalité calédonienne, indissociable des prises de position actuelles : un jour, le cycle du malheur va se terminer, le cycle du bonheur va revenir.

Cette perception de l'écoulement du temps trouve des prolongements dans l'approche du problème de l'argent, tant chez les Kanaks que chez les Calédoniens.

Avant, les relations économiques étaient fondées sur les échanges entre les tribus de la montagne et celles de la mer. D'un côté les taros de montagne, les roussettes et le gibier à plumes, notous, colliers blancs, pigeons verts ; de l'autre les poissons, crabes et autres crustacés. Puis ce furent les premiers trocs de tabac-bâton, de pipes, de clous, de haches. Depuis, les Kanaks ont profondément évolué. Ils sont entrés dans la société de consommation.

Cette introduction ne se traduisit pas uniquement en termes quantitatifs, il y eut également une fascination pour le produit fabriqué. Pendant la Seconde Guerre mondiale, au moment où l'administration avait dû organiser des rationnements, un des diacres qui enseignait au collège Saint-Tarcisius, à Canala, tint ce discours révélateur : « En ces temps de restriction, il faut apprendre à se passer des boîtes de conserve pour se contenter des produits du poulailler. »

Ce mirage est encore présent et j'en ai fait l'expérience à l'Île des Pins, où, croisant un pêcheur kanak qui ramenait deux beaux becs-de-cane ⁵, je lui demandai : « Tu as fait une belle pêche, tu vas où avec les poissons ? »

— Je vais les vendre à l'hôtel.

— C'est bien, mais tu vas faire quoi avec l'argent ?

— Je vais aller au magasin, pour acheter une boîte de pilchards ⁶, me répondit-il.

C'est en partie parce que le « poisson la boîte » est devenu meilleur que le « poisson la mer » qu'il est si difficile d'imaginer l'économie d'une indépendance ; jamais plus les Kanaks ne reviendront à l'économie ignames-taros-cocos-poissons.

Il est impossible de ne pas intégrer dans l'analyse de la situation actuelle, la place prise par la modernité.

⁵ . Bec-de-cane : poisson du lagon calédonien, nom local.

⁶ . Pilchards : préparation de sardines en conserves, à la tomate et à l'huile.

Tous ceux qui, loin des réalités du terrain, se risquent à promouvoir un « rejet total de rapport colonial », un *revival*, oublient l'importance prise par les femmes, ces dernières années, dans la société kanake.

La scolarisation, les résultats scolaires, ont placé les femmes kanakes au même niveau que les hommes. Les emplois salariés ont ouvert des espaces de promotion sociale qui n'existaient pas pour les femmes dans la société traditionnelle. Quand un couple kanak emprunte pour construire une maison et que le salaire de l'épouse participe aux remboursements, c'est toute une adaptation des règles de propriété puis de dévolution successorale qu'il faut imaginer. De même, quand un couple divorce, la coutume n'ayant pas prévu cette possibilité, il faut innover.

Dans tous ces cas de figure, c'est toujours la femme qui est le moteur de la modernité, d'abord parce qu'elle est la première concernée, ne serait-ce que par les travaux ménagers où l'apport de l'électroménager a considérablement amélioré, ici comme ailleurs, ses conditions de vie ; mais aussi dans la lutte contre l'alcoolisme, dans les soins apportés à l'amélioration de l'hygiène, à l'habillement des enfants, à leur scolarité. Si, politiquement, les femmes kanakes n'occupent pas encore les postes de responsabilité auxquels leur engagement leur donne droit, cela ne saurait durer. Déjà, le seul grand écrivain et poète kanak est une femme : Dewe Gorodey.

Malgré l'évidence de la marche vers la modernité, certains se refusent encore à l'admettre et continuent de colporter l'histoire du Kanak qui quitte la tribu pour venir travailler quelques semaines ou quelques mois sur des chantiers ou dans les mines puis qui, un beau jour, décide de rentrer chez lui.

— Tu vois, me dit-on souvent, on peut rien faire avec les Kanaks. Ils sont pas réguliers. On peut pas leur demander d'efforts continus. Quand tu embauches un Kanak, t'es jamais sûr qu'il sera là le lundi matin, il faut qu'il récupère de sa cuite du week-end.

Les Calédoniens eux-mêmes ont pourtant longtemps fonctionné à partir des mêmes données. Ils font des « coups ». Un coup de pommes de terre, un coup de carottes ou un coup de pastèques, en espérant que les autres n'aient pas la même idée.

Comme tout finit par se savoir, ils font évidemment la même chose et les « coups » ne paient jamais beaucoup. On essaie de faire abattre le bétail avant la sécheresse ; on attend le quartier de lune pour faire un coup de crabes mous, les mois de juillet et d'août pour faire un coup de marées basses, le mois de novembre pour faire un coup de tazars ou un coup de letchis. Cette conduite ne concerne pas uniquement les activités de la nature : l'agriculture, la pêche, la chasse, mais elle est également vraie pour les activités minières et industrielles.

Depuis les débuts de l'exploitation minière, il existe un cycle des mines. Les booms succèdent aux crises et les dépressions aux embellies. Sur un graphique, ces variations se traduisent par une courbe sinusoïdale, mais dans la vie du Calédonien elles se traduisent par l'attente. On attend que les mines reprennent ; le nickel, mais aussi le cobalt, le manganèse, le chrome. On a pris l'habitude de considérer comme faisant partie de l'ordre naturel des choses, le retour de temps meilleurs. On vit dans le *Nickel's Cult*. Quand tout va mal, on se dit : « ça va revenir » et un jour, tout revient.

Pendant longtemps, le Calédonien a cohabité avec cette opposition : d'une part son calendrier, son organisation sociale, ses fêtes, s'écoulaient d'une façon linéaire ; d'autre part ses activités de rapport suivaient un rythme cyclique, au même titre que le Kanak vivait au rythme du cycle de l'igname ou de ses emplois temporaires. Cette situation se prolongea jusqu'à la fin des années quarante, c'est-à-dire beaucoup plus tard qu'en Europe ou aux États-Unis.

De cette période est issue une sorte de fatalisme que les Kanaks comme les Calédoniens appliquent aux événements qu'ils vivent. Crise économique ou crise politique, quelle qu'en soit la gravité, sont toujours vécues comme ayant un caractère provisoire. Qui peut dire si les

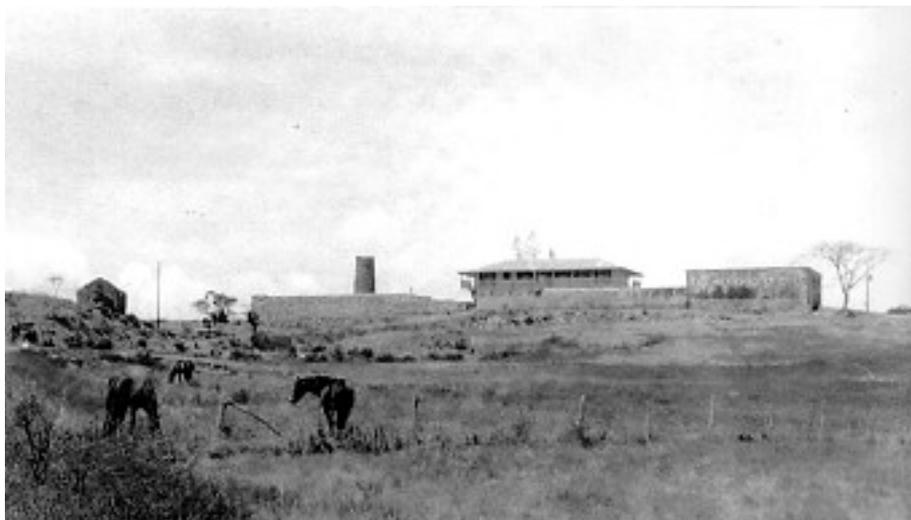
phrases suivantes ont été prononcées par un Kanak ou par un Calédonien ? : « Pendant la guerre, on aurait dû être envahis par les Japonais, et les Américains sont arrivés. », « Au dernier moment, il y a toujours quelque chose qui fait que ça s'arrange ! », « On ne peut rien y faire, c'est le pays qui est comme ça. »



1954, manifestation des ouvriers calédoniens pour la parité des salaires.
(coll. Mussot)



Dans les premiers rangs, on reconnaît : Gaby Mussot, André Cubadda, Michel Bernast, Gilbert Drayton, Jean Fabre. (coll. Mussot)



Le Fort Teremba : le spectacle son et lumière organisé par l'association Marguerite a, ces dernières années, gagné en profondeur historique et humaine.



Signature des accords créant la Fédération des associations d'étudiants néo-calédoniens et néo-hébridais (FAECH) à Bordeaux, en 1970.

On reconnaît, de gauche à droite, assis : Paul Hayashi, Louis-José Barbançon, Julien Dillenseger, Alberto Dos Santos ; debout : André Mestre, Françoise X, Michèle Wong, Christiane Fontaine, Robert Lecoq, Jacques Iekawé, Sinen Païdi, Raymond Guépi, Michel Barthe, Jerry Tran Ap, François Cruparin.

DU BOOM

Dans les années 1920 à 1940, qui restent les moins bien connues des historiens, il semble que les rapports entre Calédoniens et Kanaks suivent des mouvements d'accordéon. Les phases d'euphorie économique les éloignent les uns des autres, les périodes de récession les rapprochent. Quand il n'y a pas de travail sur les mines, on se retrouve à la pêche aux trocas ou à la chasse aux cerfs pour partager la même vie. Les conditions changent, surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale. Jusque-là, les jeunes broussards appelés sous les drapeaux venaient effectuer leur période de service militaire à Nouméa, puis la majorité d'entre eux retournaient dans leur commune d'origine. Mais pendant toute la durée de la guerre, plusieurs classes restent mobilisées ensemble, éloignées de leur famille. Une grande partie de ces appelés prennent goût à la ville et à ses facilités. Les fiancées qu'ils rencontrent ne souhaitent pas subir tous les inconvénients de la vie rurale. Pour eux, la brousse devient le lieu des souvenirs, celui dans lequel ils vont se retremper pendant les congés ou se ravitailler en gibier ou en crabes.

Cependant, ces considérations ne sont pas encore suffisantes pour empêcher la création, à la fin des années cinquante, de l'Union calédonienne sous la devise : « Deux couleurs, un seul peuple », laquelle correspond à la réalité sociologique du pays et explique le succès du mouvement. Des Calédoniens, généralement de condition modeste, surtout des broussards, adhèrent rapidement et en nombre au parti à l'emblème de la croix verte. Ils participent, dès la création de l'UC, à l'élection des premiers Kanaks au Conseil général puis, après la loi-cadre de Gaston Defferre, à l'Assemblée territoriale et à son émanation, le Conseil des ministres. Des Kanaks conseillers, cela passe encore, mais ministres ! Le Tout-Nouméa ne s'en remet pas.

Le mouvement avait été lancé au lendemain de la guerre par les pères et les pasteurs. Inquiets des progrès réalisés dans les tribus par un parti dit « communiste », ils fondent : l'UICALO, Union des Indigènes Calédoniens Amis de la Liberté dans l'Ordre pour les catholiques, et l'AICLF, Association des Indigènes Calédoniens et Loyaltiens Français, pour les protestants.

Ces deux organismes sont à l'origine de l'entrée des Mélanésiens dans la vie politique. On dit « l'Union » ou « l'Association » pour les distinguer.

Peu de temps après, en 1951, les Kanaks obtiennent le droit de vote évoqué par le général de Gaulle dans son discours de Brazzaville en 1944 ; désormais, ils ne sont plus seulement des sujets que l'on peut envoyer sur le front pendant les guerres : ils sont devenus des citoyens. Depuis, dans leurs discours, ils ne cessent de rappeler qu'ils ont dû payer l'impôt du sang à la France pour avoir droit au bulletin de vote.

De l'Union et de l'Association naît l'Union calédonienne qui domine la vie politique du Territoire pendant plusieurs décennies. Démocratiquement, à travers l'UC, et grâce à l'apport de très nombreuses voix calédoniennes, les Kanaks sont majoritaires, mais à cette époque, on trouve tous les arguments pour ne pas appliquer la loi de la démocratie. On appelle par dérision les nouveaux conseillers : « la majorité des crayons », car on dit d'eux qu'ils lèvent leurs crayons comme un seul homme pour voter les textes à l'Assemblée. C'est pourtant cette majorité de Kanaks qui offre aux Calédoniens tous les textes de protection sociale, retraites et autres allocations chômage, vieillesse, familiales, etc. Juste retour de coutume pour les ouvriers calédoniens qui venaient enfin d'arracher sur le front syndical, après des grèves mémorables, la parité des salaires pour tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines ethniques.

C'est encore cette majorité qui crée le Fonds social de l'habitat, avec des crédits immobiliers, les lotissements sociaux de Sainte-Marie et de Logicoop. Toutes ces délibérations et ces arrêtés sont pris contre les représentants élus de la bourgeoisie

nouméenne. En fait, tout ce que les Calédoniens sont si fiers de posséder aujourd'hui, ils le doivent à leur travail, comme ils disent, mais aussi aux Kanaks, car jamais les représentants élus des gros propriétaires fonciers de Nouméa, des maisons de commerce, de la Société Le Nickel, de l'unique banque, la Banque de l'Indochine, n'auraient voté ni même proposé ces textes.

Pour la première fois, la bourgeoisie nouméenne est attaquée dans ses certitudes : l'entrée des Kanaks dans la vie politique correspond également aux premières grandes revendications syndicales, aux mariages entre petits-enfants de bagnards et de colons libres, les registres que l'on tenait avec soin dans toutes les bonnes familles pour éviter les mésalliances deviennent inutiles ; tout un monde colonial est remis en cause ; un petit-fils de bagnard devient sénateur de la République et l'on ne peut rien dire, parce qu'il est riche ; un petit-fils d'Italien, condamné au bagne, devient député et l'on ne peut rien dire, parce que sa conduite pendant la guerre a été exemplaire ; même les Vietnamiens mêlent leurs voix à la contestation.

Le fait que, dans ces années, des Vietnamiens aient osé prendre la parole, sortir du ghetto « labeur–bas-salaires–silence », où on les avait tenus, mérite que l'on s'y attarde.

L'épopée des Vietnamiens est un bel exemple de l'histoire coloniale de ce pays. Aux temps glorieux de l'Indochine française, on les fait venir du Tonkin munis de « contrats » de travail. Débarqués en Nouvelle-Calédonie, on oublie leurs noms, ils deviennent des matricules. Une pratique qui a longtemps subsisté. J'ai retrouvé, en étudiant la liste des passagers du caboteur *La Monique*, dans le voyage qui devait se terminer par sa disparition, la trace d'un passager vietnamien du nom de Vu Van Can. Dans les documents officiels de l'État civil, il est encore désigné sous le matricule A2129 et ce, en 1953 !

La venue de ces Tonkinois est justifiée par la fermeture du bagne et le développement des mines. Ils remplacent les forçats. Les mauvais traitements sont tels que, dès leur libération, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils s'empressent de quitter le Nickel pour s'installer comme maraîchers ou boutiquiers. Leur acharnement au travail leur permet de s'en sortir. Mais, là encore, la génération suivante s'empresse, dès qu'elle en a les moyens, de quitter le maraîchage pour le commerce, l'administration, le bâtiment, ou le Nickel, mais cette fois-ci, comme cadres ou ingénieurs.

Bien entendu, tout cela ne se fait pas sans résistance. Quand les premiers Vietnamiens demandent à prendre la nationalité française, on les oblige à franciser leur nom. Ainsi N'Guyen devient Guyenne, Tran Van – Travant, Van Phuc – Fouques, etc. Cette pratique dure jusqu'à ce que des Vietnamiens plus jeunes s'enquière de sa légalité et s'aperçoivent qu'elle est le fait personnel d'un quelconque sous-chef de bureau qui est rapidement rappelé à ses obligations en la matière. Dérive coloniale bien connue qui transforme le détenteur du moindre pouvoir en potentat d'étage...

Il faut tout de même préciser que ces faits se déroulent dans le cadre d'un profond mouvement, dit « anti-Viet », ayant pour toile de fond la guerre d'Indochine. À la fin des années cinquante, les murs de Nouméa se couvrent de slogans tels que : « Viets dehors ». Des comités « anti-Viets » sont formés. On accuse les Vietnamiens de recevoir et de transmettre la propagande communiste d'Hanoï et d'être des envoyés d'Ho Chi Min. On décide alors d'organiser ce que l'on appelle pudiquement leur « rapatriement ». Plus de deux mille Vietnamiens quittent le territoire sur un vapeur au nom chargé d'adieux : l'*Eastern Queen*. Demeurent sur le Territoire, principalement les catholiques et ceux originaires du sud. Ainsi est perpétrée la seule expulsion massive d'immigrés que la Nouvelle-Calédonie ait connue, et les Kanaks n'y sont pour rien.

Ceci explique que les Vietnamiens sont longtemps restés proches des Kanaks et qu'en un sens, leur position dans la société locale, en ces années 1950–1960, a contribué à la prise de conscience d'une certaine « calédonitude » qui fonde le succès de l'Union calédonienne.

Le boom du nickel des années soixante-dix balaie tout ce fragile mais réel équilibre, et creuse, entre Kanaks et Calédoniens, un écart durable et profond. L'arrivée sur le Territoire

d'une population nouvelle, nombreuse et active, bouleverse les rapports établis. Du point de vue économique, la reprise de l'activité minière à un niveau jusque-là jamais atteint, provoque un afflux de sommes considérables, mises à la portée de ceux qui se mettent au travail. Une nouvelle relation s'établit entre les Calédoniens et l'argent. J'effectuais à cette époque mes études, mais j'avais remarqué, en revenant en vacances, l'importance que tenait l'argent dans les conversations, même les plus anodines. Je me souviens avoir écrit dans mes notes : « Avant, quand on revenait de la pêche et qu'elle avait été bonne, on entendait : tu connais, on a fait un sac à sucre de becs-de-cane ! puis la phrase était devenue : tu connais, on a fait cinquante kilos de becs-de-cane à 120 francs (CFP) le kilo, ça fait 6000 balles. »

L'idéal est de réussir « un coup de mine ». Aussi bien pour le chauffeur de camion qui s'épuise à faire en un jour le plus de voyages possibles, parce qu'il est payé à la tonne-kilométrique, que pour le patron désigné ici sous le nom de « petit-mineur », en opposition au gros mineur, la toute-puissante Société Le Nickel.

Décrocher un contrat de livraison de minerai avec un fondeur japonais, avoir une concession, si possible à forte teneur en nickel, avec un roulage réduit, pour charger en un minimum de temps le minéralier nippon, a valeur d'exploit. Le mirage du petit-mineur qui fait fortune tout seul, sans instruction, n'a pas fini de fasciner les imaginations. On lui accorde un crédit souvent plus grand qu'à celui qui a réussi grâce à un labeur quotidien. Il est entouré de l'aura de celui qui possède le flair, qui a trouvé le filon, qui a déposé le bon permis sur la bonne concession. Ceci explique, en partie, le succès du député, héritier de son père petit-mineur.

Les Kanaks, dans leur grande majorité, ne participent pas au boom. Ils partent trop tard et de trop loin. De même que les Métropolitains récemment débarqués savent s'enrichir bien plus rapidement que les Calédoniens — ils sont venus dans ce but, avec un esprit plus mercantile —, les Calédoniens savent saisir, mieux que les Kanaks, les possibilités qui s'offrent à eux. Quand, à la fin des années soixante, la crise arrive, deux phénomènes vont se conjuguer : premièrement, l'assistance et les interventions financières de la Métropole, plus particulièrement grâce aux traitements d'une fonction publique pléthorique, permettent de pallier certains effets dévastateurs et de ne pas remettre en cause, comme auparavant, le développement social, scolaire, culturel ou médical ; deuxièmement, entre Kanaks et Calédoniens, un fossé important se creuse, les seconds ayant su profiter des avantages sociaux et des possibilités de crédit qui n'existaient pas auparavant. Pour la première fois, le retour du soufflet de l'accordéon ne se fait pas.

À ces considérations économiques, il faut ajouter la transformation des rapports politiques. Avec l'inscription de nouveaux électeurs sur les listes électorales, les Kanaks se retrouvent minoritaires dans leur propre pays. C'est comme si on leur avait retiré le droit de voter, qu'ils estiment avoir chèrement conquis. Non seulement ils ne détiennent pas le pouvoir économique ni les emplois de décisions dans l'administration, ce qu'ils peuvent admettre au regard de leur récente entrée dans la modernité, mais on leur enlève le seul pouvoir qu'ils aient jamais eu : le pouvoir politique.

C'est à cette époque, qu'à la grande déception des Kanaks, les Calédoniens et parmi eux, les Nouméens en premier lieu, s'éloignent d'eux.

Une fois installés dans leur maison, acquis leur terrain avec pelouse et acheté leur bateau pour le coup de pêche du week-end, ils se jettent dans les bras de ceux qui leur ont toujours tout refusé, comme si ces derniers avaient toujours incarné le but à atteindre. Le signe de la réussite est d'être admis dans les clubs de service. Par ordre préférentiel, le Lion's, le Rotary et le Kiwanis. Là, en fréquentant ce qu'ils considèrent être le « beau monde », ils ont l'impression d'être « arrivés ». Ils renient tout, les chapeaux de paille, les boulets aux pieds, les matricules, les coups de nerfs de bœuf, les Kanaks et le fait d'avoir appartenu à l'Union calédonienne. On peut alors entendre des phrases comme : « Tu comprends, moi j'ai toujours été UC, jusqu'au jour où les Kanaks ont voulu commander ! »

La majorité kanake à l'Assemblée a fait sauter les verrous qui sclérosaient la société calédonienne, ceux qui empêchaient leurs parents et leurs grands-parents, qui ont pourtant travaillé autant qu'eux, de s'en sortir. Mais, sur une terre de bagne, la tentation de devenir porte-clés existe toujours ; alors on rejoint les rangs de ceux qui détiennent les clés, en oubliant ceux qui ont forcé l'ouverture des portes. Quand les Kanaks formulent leur revendication, ils retrouvent en face d'eux ceux à qui ils ont tout offert et qui font semblant de ne plus s'en souvenir.

De ces années date l'emploi du mot Caldoche. Les mentalités ont évolué et, avec elles, tout un mode de vie. Avant le boom, fermer sa maison quand on partait de chez soi ne se faisait pas ; cela aurait pu signifier que l'on ne faisait pas confiance aux voisins, que l'on connaissait depuis toujours. Les vols, à Nouméa, étaient rares et personne ne fermait sa voiture à clé. Même si on n'en parlait jamais, le poids du bagne était là, il fallait prouver que dans ce pays il n'y avait plus de voleurs, que les gens avaient payé leur dette à la société et qu'ils étaient libres. Ces démonstrations d'honnêteté s'adressaient d'abord aux Métropolitains, à ceux qui faisaient peser le plus de suspicion sur le passé des Calédoniens.

Le boom apportait, certes, plus d'aisance, mais aussi des immeubles en forme de tours dont la construction, contre la volonté de tous les élus locaux pour une fois unis, allait endetter la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie et bloquer les crédits au développement pour plusieurs années.

Des transistors, des chaînes stéréo et des télévisions se répandent alors dans les maisons et les appartements.

Maintenant, il y a quelque chose à voler ; il y a ceux qui n'ont rien et ceux qui possèdent ; de plus, les objets convoités sont destinés au plaisir, à la distraction ; ils sont plus petits, donc plus faciles à enlever, ce qui n'était pas le cas avec les premiers achats de l'après-guerre : réfrigérateurs, machines à laver, cuisinières.

L'agglomération de Nouméa s'agrandit considérablement, atteignant la superficie des vingt arrondissements de Paris. Des parcmètres fleurissent, des quartiers nouveaux surgissent là où n'existaient dans mon enfance que des marécages et des collines à niaoulis, Ouémo, Rivière-Salée, Tindu, Saint-Quentin, Koutio, Auteuil. Il y a désormais Nouméa et le Grand Nouméa, avec ses communes-dortoirs et tous les problèmes liés à l'urbanisation trop rapide : le manque d'animation, l'insécurité, la formation atavique des premiers ghettos : Montravel, la Base-Vie.

À l'étalement de la ville correspond l'étalement des différences, sources de la délinquance et de la revendication. Les élèves kanaks des Îles et de l'Intérieur, qui sont obligés de venir faire leurs études secondaires à Nouméa où se trouve le seul lycée du Territoire, commencent à rester entre eux à l'internat le week-end ; auparavant ils partageaient ces journées avec les jeunes Calédoniens, mais ces derniers possèdent maintenant des mobylettes avec lesquelles ils peuvent se rendre à la plage, un peu plus d'argent de poche, qui leur permet d'aller au cinéma ou de prendre le bus pour rentrer chez eux. Avec l'acquisition des richesses matérielles, ils perdent leur plus grande richesse, celle d'avoir des souvenirs en commun à partager avec des jeunes Kanaks. Pendant ce temps, leurs aînés commencent à subir les premiers effets de la prise du pouvoir de nouveaux maîtres ; car c'est bien de maîtres qu'il s'agit. Ils ne s'en rendent pas vraiment compte ou font semblant de ne pas s'en apercevoir, préférant la fascination qu'exerce sur eux le miroir aux alouettes de la fréquentation des « grands », plutôt que le compagnonnage désormais encombrant de leurs anciens camarades kanaks. Ces derniers s'aperçoivent alors, avec beaucoup d'amertume, qu'une grande partie des Caldoches qui votaient pour l'Union calédonienne ne le faisaient que par opportunisme, parce que c'était le parti majoritaire.

Si la revendication d'indépendance ne date pas de cette période, du moins trouve-t-elle, dans la frustration du monde kanak, les ferments et les levains nécessaires à son épanouissement.

D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

— Peut-on dire qu'il existe une identité calédonienne ? Ou tout simplement, qu'est-ce qu'un Calédonien ?

Mon interlocuteur est Wallès Kotra, un Kanak de Tiga, journaliste à RFO. Il est venu m'interroger dans le cadre d'« Explications », une émission télévisée au cours de laquelle il reçoit, pendant une heure, une personnalité locale. Cette fois-ci, l'invité est Fote Trolue, un magistrat kanak, originaire de Lifou. La caméra tourne ; le preneur de son, les écouteurs sur les oreilles, tend son micro ; le projecteur inonde la pièce de lumière, je dois répondre.

— Si j'étais Kanak, m'auriez-vous posé cette question ? Et si j'étais Français ? Le fait même de poser la question démontre toute l'ambiguïté d'être Calédonien. Je crois qu'il est difficile d'établir des critères bien définis. On parle, on rit, on sent, on vit calédonien ; c'est une parole, un rire, un senti, un vécu. Et puis on *sait* qu'on est Calédonien, et c'est donc aussi une connaissance de soi. Pour moi, par exemple, être Calédonien, c'est savoir et assumer le fait d'être souvent plus proche du Kanak que du Métropolitain. Le critère de naissance n'est pas suffisant, car on peut devenir Calédonien comme on peut cesser de l'être. En fait ; je crois que l'on devient Calédonien quand on cesse d'être Européen. Au même titre qu'il serait ridicule de dire d'un Australien ou d'un Néo-Zélandais d'aujourd'hui qu'il est un Britannique. Si j'avais une définition à donner, je dirais qu'un Calédonien est un Océanien d'origine européenne. Cette formule a le mérite de le distinguer du Métropolitain qui, lui, est un Européen vivant en Océanie. De plus, elle peut être adaptée à d'autres ; par exemple, on pourrait dire d'un Arabe, d'un Vietnamien ou d'un Indonésien de Nouvelle-Calédonie qu'il est un Océanien d'origine arabe, vietnamienne ou indonésienne. Cependant, comme toutes les formules, elle est réductrice dans le sens où elle ne prend pas en compte les métis ou les Wallisiens et les Polynésiens, nombreux sur le Territoire, ces deux dernières communautés étant elles-mêmes océaniques.

W.K. : Mais qu'est-ce qui a empêché la culture calédonienne de se développer ?

— Pour répondre à cette question, je crois qu'il faut tenir compte de deux données : premièrement, les origines du peuplement colonial de la Nouvelle-Calédonie, lesquelles sont très diverses (européenne, vietnamienne, indonésienne, japonaise, arabe, malabare, antillaise, polynésienne, etc.). À partir de cette diversité, on ne peut pas dire qu'il y ait eu un phénomène de *melting-pot*, comme aux États-Unis, ou de métissage comme au Brésil. Je veux dire que malgré l'importance du métissage dans la composition de la population, le métis en tant qu'entité culturelle n'existe pas. Quand le métis choisit de vivre à la tribu ou au village, il se considère comme un Kanak ou comme un Blanc. C'est également vrai pour ceux, très nombreux, certainement la majorité des métis, qui sont issus d'ethnies différentes et que l'on appelle ici, les « purs métis », (une expression locale qui n'a de signification qu'en Calédonie). En ce sens il est faux de dire, pour le moment du moins, que la culture calédonienne est une culture métisse.

Si j'osais une comparaison, je dirais que la culture calédonienne est à l'image de son art culinaire. Prenez un plat typiquement local : le steak-riz-choux-de-Chine que l'on sert accompagné d'achards et auquel on pourra ajouter du soyo et des piments ; chacun de ces ingrédients est d'origine différente : steak, européen ; riz et choux-de-Chine, vietnamiens ; achards, réunionnais ; soyo, japonais ; et chaque ingrédient apporte une saveur. On ne peut donc pas parler d'un creuset où la fusion de divers éléments donne un métal, mais plutôt de ce que les Américains appellent, je crois, le *Salad-Bowl*, par référence au saladier où l'on peut obtenir un plat unique, une salade composée, par exemple, sans pour cela qu'il y ait nécessairement fusion de tous les éléments utilisés.

Deuxièmement : du fait que la culture française agit comme une culture dominante et plus exactement comme la culture des dominants, elle possède, ne serait-ce qu'à travers le français — seule langue unitaire — et la modernité, des forces d'attraction qui lui permettent d'intégrer les autres expressions culturelles. Il faut bien comprendre que la langue française est la seule qui rende possible, pour les Calédoniens comme pour les Kanaks, le contact à l'intérieur du pays, mais également le contact avec l'extérieur.

Toute conquête du monde extérieur passe par le fait de dominer la langue et la culture françaises, c'est-à-dire, paradoxalement, le fait d'être dominé par elles. La culture et la langue françaises sont donc à la fois instruments de domination et instruments de libération.

.....

Fin de cet extrait de livre

Pour télécharger ce livre en entier, cliquez sur le lien ci-dessous :



<http://www.editions-humanis.com>